

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

14^e ANNEE - N° 226
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 4 au 17 septembre 76

Du Liban et de l'Afrique du Sud à l'Europe :

Les conséquences catastrophiques de la contre-révolution stalinienne

Les petits-fils et les arrière-petits-fils de Staline peuvent laisser aux faits la tâche de célébrer les « glorieux » anniversaires de leur histoire : les événements les plus tragiquement marquants de l'an de grâce 1976 ne sont que la conséquence ultime du triomphe de la théorie et de la pratique stalinienne du « socialisme dans un seul pays » en 1926 avec sa conséquence immédiate, le désastre chinois de 1927, l'aboutissement direct de la naissance des fronts populaires en 1936 avec leur conséquence immédiate, la tragédie espagnole de 1936-1939.

Il y a cinquante ans, le stalinisme affirmait la possibilité de construire le « socialisme dans un seul pays », tout en proclamant encore que la base devait en être la victoire préalable de la révolution et de la dictature prolétariennes ; le prolétariat russe et mondial et l'opposition de gauche devaient faire les frais de cette doctrine. L'année 1976 a vu sanctionner l'obligation, pour les partis « communistes » des différents pays, non seulement de construire le socialisme chacun à sa façon, mais aussi de choisir, chacun à sa façon, la voie pour y arriver, à condition toutefois d'exclure la solution révolutionnaire et dictatoriale et d'adopter pour impératif catégorique une solution uniquement démocratique, pacifique et gradualiste. Les fondements du marxisme révolutionnaire ont été ainsi détruits et renversés en leur contraire.

Les fedayine et plus généralement les masses plébiennes qui, au Moyen-Orient et surtout au Liban, tombent sous les coups conjugués des classes dominantes locales — propriétaires fonciers et capitalistes — et des bourgeoisies parvenues des « pays frères », aussi soucieuses les unes que les autres d'empêcher que la lutte d'indépendance nationale ne se transforme en lutte sociale et que l'aspiration à une « patrie » ne se transforme en une conquête de la terre et en explosion de la guerre de classe, ne sont pas seulement les victimes d'une constellation contingente des forces contre-révolutionnaires. Sur eux pèse le poids énorme d'un demi-siècle de stalinisme, qui les a livrés, désarmés, à l'adversaire et cela de deux façons. D'abord, le stalinisme et ses dérivations ultérieures ont brisé les fondements de ce « plan mondial » de l'Internationale Communiste, dans lequel les luttes des peuples « coloniaux » et « semi-coloniaux » contre le colonialisme et l'impérialisme devaient recevoir élan, vigueur et issue victorieuse de la guerre sociale engagée sur tous les fronts par le prolétariat des métropoles impérialistes et, ainsi, non seulement atteindre l'objectif de la révolution (nationale) bourgeoise « jusqu'au bout », mais aussi la faire « transcroître » en révolution prolétarienne : ainsi, ils ont abandonné à elles-mêmes les plèbes du Liban et du Moyen-Orient en général, dans un cadre politique mondial où chacun s'occupe de ses propres affaires et où la prétendue « solidarité entre les peuples » ne trouve rien de mieux, pour s'exprimer, que des appels humanitaires, l'envoi de médicaments pour... des morts ou des moribonds, et l'appel à ces institu-

tions ô combien charitables que sont les Nations Unies et le bloc des pays « non-alignés ». Ensuite, ils ont privé ces mêmes plèbes d'un parti communiste indépendant, décidé à ne pas se mettre à la remorque de la « bourgeoisie révolutionnaire » même dans les moments de lutte côte à côte, et à ne pas céder son « droit historique » à la direction de la révolution démocratique bourgeoise au profit d'une bourgeoisie prête à s'allier avec les forces du passé contre les prolétaires et les semi-prolétaires des villes et des campagnes : ainsi, ils ont livré les masses au modérantisme anxieux de chefs conciliateurs comme Arafat, et au conservatisme féroce de « révolutionnaires nationaux » comme Assad, ces idoles de la « gauche » européenne, condamnant ainsi par avance ces masses au massacre final.

A la veille d'une révolution telle que la révolution russe, qui, elle, était consciente d'être — dans l'immédiat — une révolution bourgeoise, Lénine écrivait : « Dans toutes les révolutions bourgeoises les politiciens bourgeois ont « nourri » le peuple et trompé les ouvriers par des promesses. Notre révolution est une révolution bourgeoise et donc les ouvriers doivent soutenir la bourgeoisie, disent les Potressov, les Gvozdev, les Tchkhéidzé, comme le disait hier Plékhanov [les politiciens bourgeois et les opportunistes qui les suivent, dirions-nous aujourd'hui]. Nous disons, nous marxistes : notre révolution est une révolution bourgeoise, et donc les ouvriers doivent ouvrir les yeux du peuple en dénonçant les mystifications des politiciens bourgeois, lui enseigner à ne pas croire aux mots, à ne compter que sur ses propres forces, sur sa propre organisation, sa propre unité, son propre armement » (*). Comme en Chine en 1927, les petits-fils et les arrière-petits-fils de Staline ont fait exactement le contraire au cours des cinquante années qui ont suivi : ils ont appris aux masses populaires à croire dans la parole des politiciens nationaux-bourgeois, à sacrifier leur propre indépendance politique et organisationnelle sur l'autel de l'unité entre toutes les classes, à ne pas avoir d'autres armes que celles que la bourgeoisie leur a chichement fournies pour les leur reprendre aussitôt atteint l'objectif de l'« indépendance nationale » ou, en cas de menace contre l'ordre social établi, encore plus tôt. Ils leur ont appris à compter non pas sur leurs propres forces, mais sur

(* Lettres de loin, O.C., t. 23, p. 334.

DANS CE NUMERO

- L'« extrême gauche » prise au piège du féminisme.
- En Italie, après les élections.
- Répression contre les travailleurs immigrés : solidarité inconditionnelle des travailleurs français !
- CADOT : une lutte étouffée.

la bonne volonté des autres, y compris sur celle de la bande internationale de brigands de l'ONU ; et ils ont fait en sorte que les partis qui se disent encore communistes deviennent les porte-parole de cette idéologie meurtrière — et cet adjectif n'est pas un artifice rhétorique, mais une réalité brutale, comme le savent les rescapés du camp de Tell-el-Zaatar !

L'Internationale de Lénine savait, comme on peut le voir dans les Thèses de 1920, que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux il existe « deux mouvements qui s'éloignent chaque jour davantage l'un de l'autre : le premier est le mouvement nationaliste démocratique-bourgeois, qui a un programme d'in-

(suite page 4)

Face à l'offensive capitaliste :

Défense du salaire et non pas défense de l'économie nationale !

Le nouveau gouvernement se lance à son tour dans la lutte contre l'inflation, ce moulin à vent que tous ses prédécesseurs ont, l'un après l'autre, pris pour cible. « Les revenus augmentent trop vite par rapport aux prix et créent ainsi une spirale inflationniste », diagnostiquent en chœur tous les « éminents » médecins de l'économie politique bourgeoise ; et comme la conclusion est déjà contenue dans les prémisses, ils n'ont pas de mal à donner leur recette : « il faut modérer la hausse des revenus ». Bien entendu « cette modération doit être équitable », s'empresse d'ajouter les politiciens de droite comme de gauche, qu'ils fassent l'éloge de l'austérité ou qu'ils feignent encore de la refuser pour conserver les bonnes grâces des ouvriers.

Car évidemment, c'est la classe ouvrière qui est visée en tout premier lieu. Sur le terrain de la théorie, les prolétaires pourraient répondre de façon polémique : « Limiter les revenus ? Mais dans ce cas, vous devriez limiter vos profits ! Quant à nous, nous ne sommes pas concernés, car le salaire n'est pas un revenu, mais le prix qu'il faut avancer pour pouvoir utiliser notre force de travail ». Mais si la théorie est une arme de la lutte, elle ne peut remplacer cette dernière.

La raison centrale de l'inflation moderne tient au fait que la concentration capitaliste permet de compenser la baisse générale du taux de profit par la hausse des

prix, ce qui modifie le rapport profit-salaire en faveur du capital et permet dans un premier temps à chaque capitaliste d'investir davantage et de réaliser momentanément un profit supplémentaire sur ses voisins ; mais comme tous font de même — du moins ceux qui n'ont pas été éliminés par la concurrence et la restructuration, ils produisent en même temps les conditions d'une nouvelle chute du taux général du profit, et donc d'une nouvelle relance inflationniste et... d'une nouvelle pression sur le salaire.

Dans les conditions actuelles de crise, on assiste à une tentative de modification importante du rapport (suite page 2)

programme communiste N° 71

- Après les élections italiennes : polarisation ou convergence ?
- La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne.
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet ».
- Vérité et mensonge dans la constitution cubaine.

Le numéro : 8 F

En Italie, après les élections

Les premiers pas des partis de gauche et d'extrême gauche après les élections législatives italiennes de juin ne font que confirmer une analyse que nous donnions dans ces colonnes (Le Prolétaire n° 224) et dans notre presse en italien pendant et immédiatement après la campagne.

Le PC a promis au gouvernement « monocolor » démocrate-chrétien de s'abstenir lors du vote de confiance, et il a tenu sa promesse : soutien indirect où même les journaux bourgeois ont vu le signe d'une « certaine complicité » entre le PCI et Andreotti (Le Figaro du 30-7). Quelle meilleure confirmation de ce que, bien loin de représenter une « polarisation de classe » — selon les fumeuses élucubrations de la soi-disant extrême gauche —, le « verdict des urnes » a marqué un nouveau pas en avant dans le rapprochement et dans l'osmose des deux grands partis de la démocratie italienne ?

L'abstention du PCI, a déclaré Eduardo Berna, président des sénateurs « communistes » (cité par Le Figaro du 9-8), « représente une phase de transition, une étape obligatoire vers la formation d'un gouvernement d'unité nationale » — où seraient par conséquent représentés tous les partis, à l'exception du néo-fasciste MSI, comme dans les gouvernements issus de la résistance. Le PCI n'est pas pressé de franchir cette étape.

Comme le disait Berlinguer en juin, le PCI « n'a aucune hâte d'aller au gouvernement, même si la gravité de la situation l'impose [...] ». Nous continuerons à remplir notre rôle d'opposition, de contrôle critique et d'aiguillon, mais également de proposition constructive. Quel besoin d'ailleurs de se hâter, alors que le « dialogue » fonctionne sur grande échelle depuis plus d'un an au niveau municipal, provincial et régional et qu'un historien de renom comme Denis Mack Smith a pu reconnaître que « sans la collaboration utile et discrète fournie par les communistes depuis quelques années, la machine parlementaire aurait eu du mal à fonctionner » (Le Monde du 22-6) ? Quel besoin, alors que le « compromis historique » est déjà réalisé depuis longtemps (et pour cause : parce qu'il s'agit de museler les ouvriers) à l'échelle de la Confédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL et ce, sans que le Saint-Siège excommunie le secrétaire de la CISL, ni que Washington désavoue celui de l'UIL ? De plus, pourquoi accé-

léner un processus qui pourrait constituer un terrain favorable pour une radicalisation des prolétaires et pour leur désaffection par rapport au PC et à leurs propres illusions ? L'osmose PCI-DC se réalise en sous-main, « utile et discrète » : selon le vieil adage des socialistes réformistes d'avant 1914, qui s'y connaissaient en fait de collaboration de classe, « on n'est jamais tant au gouvernement que lorsqu'on n'y est pas »...

Les élections italiennes ont également marqué un pas en avant dans une autre convergence, une autre osmose : entre les ex-« entraparlementaires » et le PCI, entre les prédicateurs d'une éternelle « situation pré-révolutionnaire » en même temps que de l'appui... à l'opportunisme, et les opportunistes purs. Ils parlaient d'offrir une « alternative » : ils n'ont su donner aux prolétaires qu'une raison supplémentaire de voter PCI. Ils prétendaient être un pôle de classe : ils n'ont fait que servir la (suite page 4)

